



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU JURA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Annexe rapport n° 12

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 28 juin 2016

COMPTE ADMINISTRATIF 2015

DETAIL

Envoyé en préfecture le 07/07/2016

Reçu en préfecture le 07/07/2016

Affiché le

SLOW

ID : 039-283900017-20160628-C2016_21-DE

A – SECTION DE FONCTIONNEMENT

a) Dépenses :

Chapitres	Libellé	Réalisé 2014	Crédits 2015 BP+BS+DM	Réalisé 2015	% Réalisation	% Variation 2015/2014
011	Charges à caractère général	2 830 270	2 796 615	2 593 743	92,75%	-8,36%
012	Charges de personnel	11 782 544	12 155 647	12 155 619	100,00%	3,17%
65	Autres charges d'activité	175 951	164 218	163 277	99,43%	-7,20%
66	Charges financières	167 931	240 568	214 433	89,14%	27,69%
67	Charges exceptionnelles	510	1 000	777	77,66%	52,28%
022	Dépenses imprévues	0	0	0		
Total dépenses réelles (hors opérations d'ordre)		14 957 207	15 358 048	15 127 848	98,50%	1,14%
<i>Opérations d'ordre</i>		2 821 697	2 948 589	2 948 589		
TOTAL GENERAL - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		17 778 904	18 306 638	18 076 438		

Le pourcentage de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement 2015 est de 98,50 % (97,70 % en 2014).

Les dépenses réelles de fonctionnement sont en augmentation de 170 641 € par rapport à 2014, soit + 1,14 % (0,30 % en 2014, soit + 44 742 €).

Détail des principaux postes de dépenses :

c/011 – Charges à caractère général : - 8,36 %, soit – 236 527 € (- 1,71 %, soit - 49 190 € en 2014)

Les postes liés à l'énergie (électricité, chauffage urbain, combustible, carburant) diminuent (pour la deuxième année consécutive depuis 2010) de 3 508 € (- 106 295 € en 2014), soit – 0,52%.

- Le chauffage urbain qui avait diminué de 60 972 € en 2014 augmente de 1 103 €,
- Les combustibles qui avaient diminué de 22 755 € en 2014 augmentent de 3 003 €.
- L'électricité augmente de 6 096 €.
- Les carburants quant à eux baissent de 13 710 € (-5,23%) par rapport à 2014 qui avait lui-même diminué de 13 829 €, soit – 5,01 % par rapport à 2013, malgré l'augmentation de l'activité opérationnelle (+ 7,30 %). Cette diminution est due à la diminution des prix du pétrole.

Globalement, les autres postes d'achats de fournitures sont en diminution de 26 776 € (- 8,16 %) après avoir augmenté de 19 477 € en 2014, de 37 784 € en 2012, et diminué de 44 907 € en 2013).

Le poste des locations immobilières et des charges locatives enregistré à nouveau une diminution de 15 700 € soit - 17,63 % (- 22 449 € soit - 20,13 % en 2014). Cette diminution a été amorcée depuis plusieurs années avec la fin progressive du logement des Sapeurs-Pompiers Professionnels. Les 5 derniers contrats ont été résiliés au 1^{er} juillet 2015, de même qu'un contrat de location d'un logement jusqu'alors nécessaire au fonctionnement du CSP Lons le Saunier.

Sans autre modification ce poste devrait encore un peu diminuer en 2016 puis recommencer à augmenter en 2017, tant que la nouvelle caserne de Lons le Saunier ne sera pas construite.

Le poste des locations mobilières diminue de 1 622 € soit - 3,65 % en 2015 (après une diminution de 2 184 € soit - 4,68 % en 2014).

Le poste entretien, réparations, maintenance diminue globalement de 49 103 € (- 8,39 %) en 2015 après avoir augmenté de 37 406 € (6,83 %) en 2014. Les crédits utilisés sur ces postes sont très variables d'une année sur l'autre car ils dépendent notamment de la quantité de travaux confiée à des prestataires extérieurs.

La consommation des crédits consacrés à la formation est en diminution de 37 971 € (après avoir enregistré une augmentation de 24 562 € en 2014), en raison notamment de stages moins nombreux à l'extérieur (- 28 906 €) entraînant ipso facto une diminution des frais de déplacements, - 9 065 €. Un effort tout particulier est fait pour favoriser et mutualiser les déplacements chaque fois que cela est possible.

Le poste affranchissement et télécommunications diminue de 8 633 € essentiellement dus à la baisse des frais d'affranchissement (pas d'élections en 2015).

On peut également noter une diminution importante sur les lignes d'assurances - 78 770 €, dont 35 528 € sur les assurances de la longue maladie, maladie longue durée pour lesquelles désormais nous sommes en auto assurance et 48 247 € sur les assurances Dommages-Ouvrages. Les autres assurances (auto, bâtiments, Responsabilité Civile) augmentant toutes normalement.

A noter également :

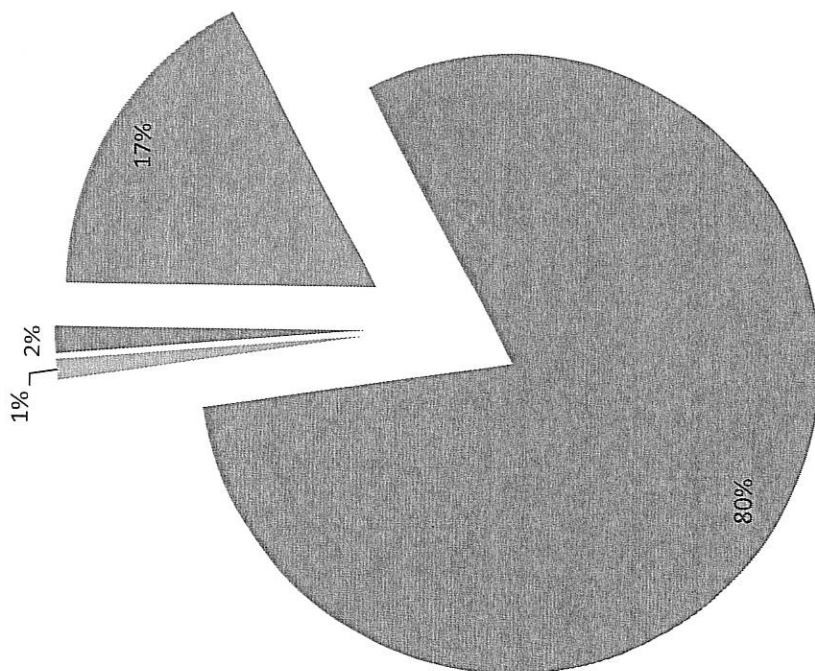
- La diminution de 9 757 € (29,59 %) des lignes fêtes et cérémonies, foires et expositions, réceptions ;
- La diminution de 22 126 € (38,78 %) des frais de nettoyage des locaux, suite à une révision des contrats ;
- L'augmentation des remboursements aux employeurs des SPV conventionnés de 12 922 € (25,55 %) montrant ainsi l'efficacité du système mis en place dans le Jura.

c/042 – Opérations d'ordre : + 4,50 % soit + 126 892 € (3,33 % soit + 90 999 € en 2014)

Ce poste concerne essentiellement les amortissements, en augmentation de 41 040 € et les écritures d'ordre de sorties d'actif en augmentation de 85 852 €, en raison des nombreuses ventes intervenues en 2015.

Le chapitre 67 - Charges exceptionnelles, enregistre une augmentation de 256 € pour une réalisation de 777 € en 2015.

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2015



- Charges à caractère général
- Charges de personnel
- Autres charges d'activité
- Charges financières

b) Recettes :

Chapitres	Libellé	Réalisé 2014	Crédits 2015 BP+BS+DM	Réalisé 2015	% Réalisation	% Variation 2015/2014
70	Produits des services, du domaine et ventes directes	402 492	632 000	643 373	101,80%	59,85%
74	Contributions et participations	16 597 009	16 812 446	16 800 897	99,93%	1,23%
75	Autres produits de gestion courante	7 722	15 000	139	0,93%	-98,20%
77	Produits exceptionnels	47 220	143 627	172 523	120,12%	265,36%
013	Atténuation de charges	46 443	52 000	41 183	79,20%	-11,33%
Total recettes réelles (hors résultat antérieur et opérations d'ordre)		17 100 885	17 655 073	17 658 115	100,02%	3,26%
	Opérations d'ordre	442 796	483 300	483 299		
	Excédent de fonctionnement reporté	403 488	168 265	168 265		
	TOTAL GENERAL - RECETTES DE FONCTIONNEMENT	17 947 170	18 306 638	18 309 679		

La réalité des produits réels est supérieure à l'estimation (100,02 %, soit une différence de + 3 042 €) alors que l'exercice précédent avaient enregistré une réalisation inférieure à l'estimation

La différence entre les recettes et les dépenses de l'exercice donne un résultat positif de 74 987 € porté à 233 243 € compte tenu du report de l'exercice 2014. Rappelons ici que ce résultat a été anticipé et intégralement inscrit au Budget Primitif 2016.

Détail des principaux postes de recettes :

c/70 – Produits des services, du domaine et ventes directes : +59,85 % soit + 240 882 € (- 17,24 % soit - 83 816 € en 2014, + 24,78 % soit + 125 510 € en 2012, - 23,05 % soit - 145 687 € en 2013)

Ce chapitre constate essentiellement les recettes des interventions payantes, mais également, à compter de 2015 les remboursements pour les mises à disposition de personnels.

L'écart constaté provient pour :

- 115 034 € de remboursements par l'Etat ou la Fédération des mises à disposition de personnels,
- 133 810 € de la facturation des transports pour carences d'ambulanciers (cinq trimestres réalisés en 2015 contre trois en 2014),

Les autres recettes provenant des prestations payantes sont soit en baisse, soit en hausse selon le type de prestations mais génèrent globalement une diminution de 7 962 €.

A noter que la réalisation du chapitre est supérieure de 11 373 € à la prévision à la prévision initiale.

c/74 – Contributions et participations : + 1,23 % soit + 203 888 €

Ce chapitre enregistre principalement les contributions et participations des financeurs du SDIS, il s'agit des contributions du Département, des Communes et Groupements de Communes. Les réalisations sont conformes à la prévision pour ce qui concerne les contributions ordinaires. Les participations aux emprunts quant à elles augmentent par suite du paiement en année pleine des intérêts d'emprunt pour la caserne de Dole (+ 166 244 €).

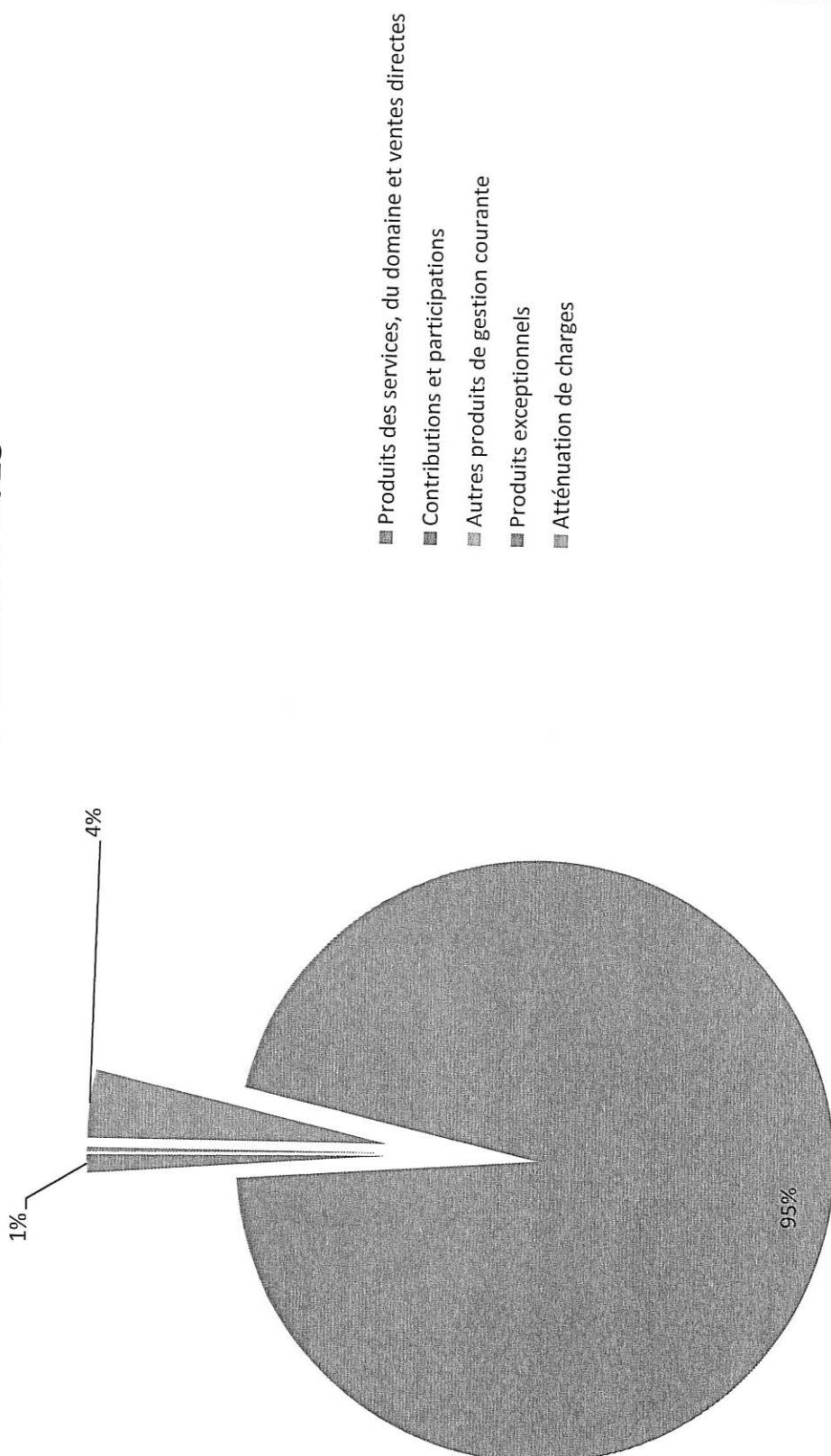
La participation de l'Etat aux emplois d'avenir augmente elle aussi de 33 026 € (car en 2014 une partie de cette participation avait été enregistrée au chapitre 70).

c/013 – Atténuation de charges : - 11,33 % soit – 5 260 € (- 39,72 % soit - 25 654 € en 2012, + 13,86 % soit + 5 396 € en 2013, + 4,75 % soit + 2 107 € en 2014)

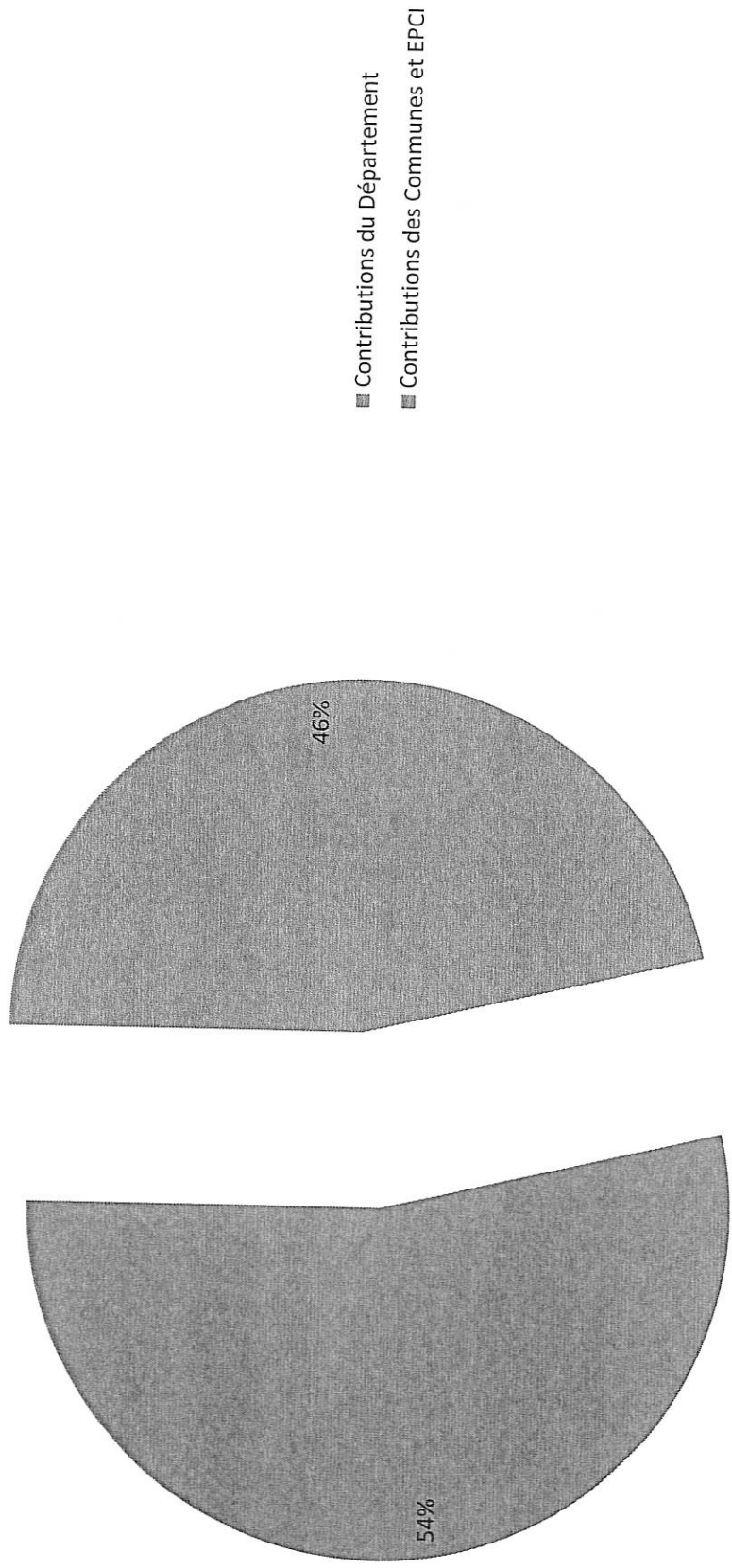
- Ce chapitre regroupe les rabais, remises, ristournes obtenus et les remboursements par l'assurance du personnel.

Les chapitres 75 - Produits divers de gestion courante et 77 - Produits exceptionnels n'enregistrent que peu d'écritures et le second n'est pas significatif en termes d'évolution. Ces chapitres, dont la réalisation avait presque doublé en 2013 par rapport à 2012 (+ 98,17 % soit + 39 527 €), ont enregistré en 2014 une diminution de 31,14 % soit – 24 847 € et une augmentation de 117 721 € en 2015 (+ 214,27 %).

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2015



VENTILATION DES CONTRIBUTIONS 2015



B – SECTION D'INVESTISSEMENT

a) Dépenses :

Chapitres	Libellé	Crédits 2015 BP+BS+DM + RAR (n-1)	Réalisé 2015	% Réalisation	Reports sur 2016
16	Emprunts	488 150	488 149	100,00%	
20-204-21-23	Opérations d'équipement	7 752 334	5 947 071	76,71%	1 371 646
020	Dépenses imprévues	0	0		
Total dépenses réelles (hors opérations d'ordre)		8 240 484	6 435 220	78,09%	1 371 646
	<i>Opérations d'ordre et patrimoniales</i>	483 299	483 299		
TOTAL GENERAL - DEPENSES D'INVESTISSEMENT		8 723 783	6 918 519		

Le pourcentage de réalisation des investissements est de 78,09 % (53,94 % en 2014). Il est porté à 94,41 % (93,85 % en 2014) si l'on tient compte des reports sur 2016.

Pour ce qui concerne les infrastructures :

- Les travaux de la caserne de Dole se sont poursuivis, une somme de 3 005 833 € a été réglée en 2015 (et 2 250 491 € en 2014). Le programme sera achevé cette année.
- La caserne de Chaussin a enregistré une dépense de 190 041 € (243 496 € en 2014).
- La caserne de Chaumergy a enregistré une dépense de 113 390 € (164 129 € en 2014).
- La caserne de la Marre enregistre un montant de dépenses de 86 306 € (200 858 € en 2014).
- La caserne du Finage enregistre un montant de dépenses de 8 832 € (116 809 € en 2014).
- Les travaux pour la fusion des casernes de La Bienne/La Vallée ont débuté pour un montant de 73 386 €.
- Des études ont continué pour la caserne de Lons le Saunier et pour le Pôle Logistique pour des montants respectifs de 334 416 € et 73 985 €.

D'autres travaux d'amélioration dans les CIS, à l'atelier et à la direction ont également été réalisés, comme tous les ans et pour un montant total de 227 233 € en 2015, maintenant ainsi le patrimoine du SDIS dans un bon état de fonctionnement.

Pour ce qui concerne les véhicules un montant global de 1 097 688 € a été dépensé. Ont notamment été payés en 2015 :

- Cinq VSAV (un de plus qu'habituellement) pour un montant de 322 551 €,
- Un Camion-Citerne Rural affecté à Saint Laurent en Grandvaux pour un montant de 238 426 € et 14 000 € d'équipement,
- Trois Véhicules de Liaison Tous Usages Hors Routes pour un montant total de 81 000 €,
- Deux véhicules de Liaison (Kangoo) pour un montant total de 33 857 €,

- Enfin deux échelles pivotantes semi-automatiques (EPSA) ont subi une révision décennale et des travaux pour un montant total de 97 077 €. Le programme d'habillement a été réalisé pour un montant de 203 038 €.

Sont également intervenus sur l'exercice 2015 :

- l'achat de matériels divers pour les CIS (tuyaux, raccords, ARI...) et les équipes spécialisées pour un montant de 163 805 €,
- l'acquisition de matériel médico-secouriste pour un montant de 65 636 €,
- l'achat de matériel de sport pour un montant de 42 120 €,
- l'achat de matériel informatique et de transmissions, de licences informatiques... pour un montant de 253 191 €,
- des insertions dans la presse pour les marchés publics pour un montant de 8 170 €.

b) Recettes :

Chapitres	Libellé	Crédits 2015 BP+BS+DM + RAR (n-1)	Réalisé 2015	% Réalisation	Reports sur 2016
10	Ressources propres (FCTVA - DGE - Affectation)	761 914	761 915	100,00%	
13	Rbt d'emprunt par le Conseil Général	244 970	244 970	100,00%	
16	Emprunts	0	0		
13	Subventions d'équipement	1 477 377	858 935	58,14%	150 712
27	Autres immobilisations financières				
Total recettes réelles (hors résultat antérieur et opérations d'ordre)		2 484 261	1 865 820	75,11%	150 712
	<i>Opérations d'ordre</i>				
	<i>Excédent d'investissement reporté</i>	2 948 589	2 948 588		
		3 356 359	3 356 359		
TOTAL GENERAL - RECETTES D'INVESTISSEMENT		8 789 209	8 170 767		

En 2015, le FCTVA augmente de 292 314 € (+ 88 286 € en 2014 par rapport à 2013). Il n'y a pas eu d'affectation du résultat de fonctionnement en investissement.

Les recettes de subventions s'élèvent à 858 935 € pour le financement notamment des casernes de :

- Dole : 675 583 €.
- Chaussin : 116 663 €.
- Fusion La Bienne/La Vallée : 60 015 €.

En outre, le Conseil Départemental a remboursé 244 970 € du capital d'emprunts contractés pour le financement de certaines casernes (dont Dole)

Enfin, avec les ventes diverses de matériels et de véhicules, le SDIS constate une plus-value de 65 426 €.

Synthèse :

L'exercice 2015 seul dégage :

- Un solde positif de 64 977,90 € (il était négatif de 235 222,74 € en 2014) en fonctionnement,
- Un solde négatif de 2 104 111,53 € (il était positif de 1 557 652,88 € en 2014) en investissement.
-

Compte tenu des résultats reportés 2014 :

- Le solde de fonctionnement 2015 est établi à 233 243,34 €,
- Le solde d'investissement 2015 est établi à 1 252 247,17 €.

Compte tenu des reports de dépenses et recettes des investissements 2015 négatifs à hauteur de 1 220 933,52 €, les crédits disponibles pour de nouveaux investissements s'élèvent à 31 313,55 €.

Comme dans toutes les collectivités locales et établissements publics, les tensions budgétaires continuent à s'accroître au SDIS du Jura, compte tenu de son mode de financement et des diminutions annoncées des dotations aux Collectivités Locales.

La section de fonctionnement, compte tenu de sa structure, ne permettra plus, désormais, de dégager des marges de manœuvre importantes. De même, il conviendra de rester vigilant quant au niveau des investissements à réaliser.

La réflexion devra porter, dans le futur, sur la structure même du SDIS et sur le niveau de service à rendre à la population pour rester dans un coût maîtrisé.